



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 24 SEPTEMBRE 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Protection et Valorisation de
l'Environnement

L'an deux mille quinze le vingt quatre septembre à dix huit heures trente, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.*

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	60

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Bernard CHARDES, Anne-Marie COLOMBANI, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

Objet de la délibération:

**SPANC - Rapport
Annuel sur le Prix et
la Qualité du
Service 2014**

REPRÉSENTÉS :

Gérald PIERRUGUES pouvoir à Yves BACQUET, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Jutta AUGUIN pouvoir à André MENET, Christine CHALOT-FOURNET pouvoir à Nathalie GONZALES, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Alain HAINAUT pouvoir à Brigitte DUBOUIS, Yves LE POULAIN pouvoir à Valérie MARCY, Grégory LOEW pouvoir à Sophie DUFOUR, Thierry PESCE pouvoir à Régis ROUX, David SONNEVILLE pouvoir à Alain VIGIER

ABSENTS :

Gilbert BOUZEREAU, Florence LEROUX, Sandrine MARY-BOUZEREAU

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Raymond GRAS

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le ...01/10/2015...

Transmis le : 01/10/2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Le rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics (RAPQS) est destiné à l'information du public et des élus. Il répond à l'obligation de transparence prévu par l'article 73 de la loi n°95-101 du 2 Février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement, dite Loi Barnier.

En application du décret n°95-635 du 6 Mai 1995 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement, sont ainsi concernés les services en charge de tout ou partie des compétences de l'eau potable ou de l'assainissement (collectif ou non collectif).

A ce titre, le SPANC se doit d'établir un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public. Le rapport est présenté en CCSPL (Commission consultative des services publics locaux), et soumis pour avis à l'assemblée délibérante dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, avant transmission au Préfet.

Le rapport est communiqué aux communes membres, afin qu'elles puissent le présenter à leur assemblée délibérante dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Enfin, le public est informé de l'existence dudit rapport et de l'avis de l'assemblée délibérante par voie d'affichage.

Ce rapport porte notamment sur les points et indicateurs de performance suivants :

- la caractérisation technique du service : nombre d'usagers, indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif ;
- la tarification et les recettes du service ;
- le taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif ;
- le financement des investissements : travaux réalisés le cas échéant et présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'utilisateur et ses performances environnementales.

En conséquence, après présentation du rapport à la CCSPL le 14 septembre 2015, et au vu de l'avis de la Commission Hygiène et Salubrité réunie le même jour, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif pour l'année 2014 de la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 57 voix pour 3 abstention(s) :

Franck AMBROSINO, Thierry RUDNIK, Valéria VECCHIO
décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 24 septembre 2015



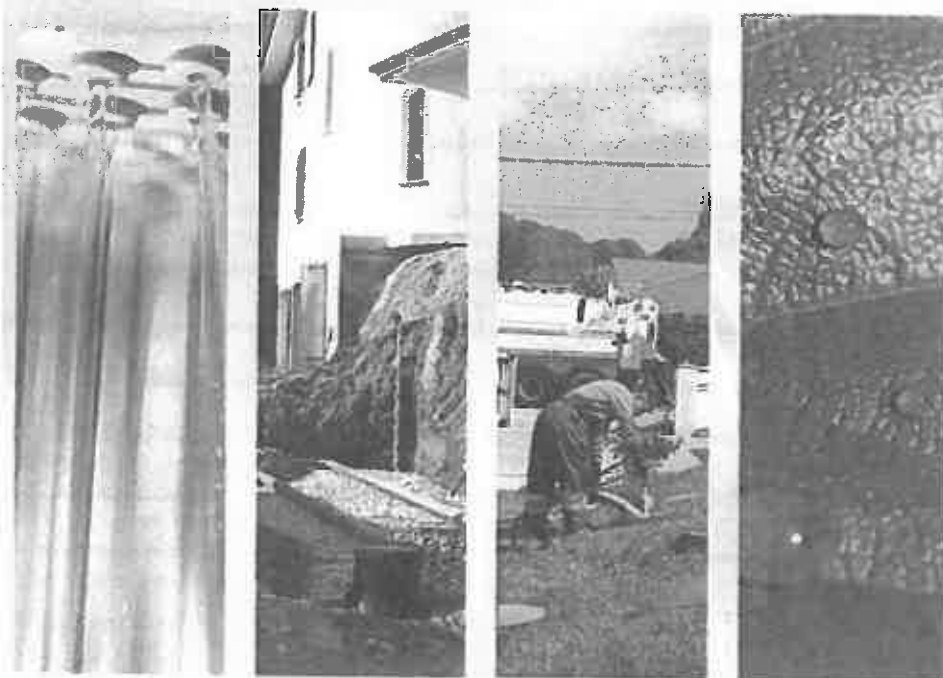
Olivier AUDIBERT-TROIN

Président
Député du Var



Transmis le : ..01.10.2015.....
au Représentant de l'Etat,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 Mars 1982

SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF



Rapport sur le Prix et la Qualité du Service

www.dracenie.com

Table des matières

1 Contexte	3
1.1 Organisation du service	3
1.2 Mode de Gestion du service.....	3
1.3 Prestations assurées dans le cadre du service	3
2 Caractérisation technique du service_.....	4
2.1 Évaluation du nombre d'habitants desservis par le service public de l'assainissement non collectif	4
2.2 Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif	4
3 Tarification de l'assainissement et recettes du service	4
3.1 Tarif du contrôle de l'assainissement non collectif	4
3.2 Recettes d'exploitation du service	5
4 Indicateurs de performance_	5
4.1 Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif	5
5 Financement des investissements.....	5
5.1 Montants financiers des travaux réalisés pendant le dernier exercice budgétaire	5
5.2 Présentation des projets à l'étude	6

1 Contexte

L'Assainissement Non Collectif (ANC) désigne les installations individuelles de traitement des eaux domestiques.

Ces dispositifs concernent les habitations qui ne sont pas desservies par un réseau public de collecte des eaux usées et qui doivent en conséquence traiter elles-mêmes leurs eaux usées avant de les rejeter dans le milieu naturel.

Les eaux usées traitées sont constituées des eaux vannes (eaux des toilettes) et des eaux ménagères (lavabos, cuisine, lave-linge, douche...).

L'ANC est reconnu comme une solution à part entière, alternative au réseau public de collecte et au moins aussi efficace, avec un impact environnemental des rejets moindre en zone rurale.

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est un service public local chargé d'une part de conseiller et accompagner les particuliers dans la mise en place de leur installation d'assainissement non collectif et d'autre part de contrôler les installations existantes.

Comme pour l'assainissement collectif, ce service public fait l'objet d'une redevance qui en assure ainsi l'équilibre financier.

1.1 Organisation du service

La Communauté d'Agglomération Dracénoise regroupe, au 1^{er} Janvier 2014, dix neuf communes (Ampus, Les Arcs, Bargemon, Callas, Chateaudouble, Claviers, Draguignan, Figanières, Flayosc, La Motte, Le Muy, Lorgues, Montferrat, Saint Antonin, Salernes, Sillans la Cascade, Taradeau, Trans En Provence, Vidauban) qui représentent **105 000 habitants**, d'une surface de 792 km² soit 13.2% du département du Var.

1.2 Mode de Gestion du service

Le service pour l'année 2014 est géré en régie et est composé comme suit :

- d'un responsable chargé de la gestion du service, de l'instruction des dossiers de conception, du contrôle des nouvelles installations, du budget et de la veille juridique.
- d'une secrétaire-régisseur de recettes, assurant l'accueil, la régie, l'envoi des courriers et la planification de l'agenda des techniciens,
- d'un technicien chargé du contrôle des installations existantes dans le cadre des ventes, de la programmation des rendez-vous, du contrôle des nouvelles installations (arrivé en juillet 2013),
- d'un technicien chargé du contrôle des installations existantes,

1.3, Prestations assurées dans le cadre du service

Le SPANC de la Communauté d'Agglomération Dracénoise assure en régie les prestations suivantes :

- ☒ Le contrôle des installations neuves
- ☒ Le contrôle des installations existantes
- ☐ L'entretien des installations
- ☐ Les travaux de réalisation d'une filière d'assainissement sous maîtrise d'ouvrage publique
- ☐ Le traitement des matières de vidanges

2 Caractérisation technique du service :

2.1 Évaluation du nombre d'habitants desservis par le service public de l'assainissement non collectif

Nombre d'installations sur le territoire : environ 18 000

Nombre d'habitants par foyer sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Dracénoise : 2,29

Estimation du nombre d'habitants desservis par le SPANC : environ 39 200

2.2 Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 140, les éléments indiqués au point B n'étant pas pris en compte si la somme des éléments mentionnés au A n'atteint pas 100 (Arrêté du 2 Mai 2007, relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement).

a, Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du SPANC		
+ 20	Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	<input type="checkbox"/>
+ 20	Application d'un règlement du SPANC approuvé par une délibération	<input checked="" type="checkbox"/>
+ 30	Pour les installations neuves ou à réhabiliter, la délivrance de rapports de vérification de l'exécution évaluant la conformité de l'installation aux regards de la réglementation	<input checked="" type="checkbox"/>
+ 30	Pour les autres, installations, la délivrance de rapports de visite établis dans le cadre de la mission de contrôle du bon fonctionnement et de l'entretien	<input checked="" type="checkbox"/>
TOTAL « A » : 80 points		
b, Éléments facultatifs du SPANC		
+ 10	Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations	<input type="checkbox"/>
+ 20	Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitations des installations	<input type="checkbox"/>
+ 10	Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange	<input type="checkbox"/>
TOTAL « B » : 0 points		

3 Tarification de l'assainissement et recettes du service :

3.1 Tarif du contrôle de l'assainissement non collectif

Le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Dracénoise est l'assemblée délibérante pour ce qui est des votes des tarifs du service.

Les tarifs fixés par la délibération n° CC 2013-012 du 14 Février 2013 et par la délibération n° CC 2014-166 du 26 juin 2014 sont les suivants :

Tarifs (€ TTC)	Conception	Réalisation	Contre visite de chantier
Dispositifs d'épuration à usage d'habitation de capacité inférieure à 20 eq/h	120	60	50
Dispositifs d'épuration à usage d'habitation de capacité supérieure à 20 eq/h	600	400	50
Dispositifs d'épuration des établissements à usage autre qu'habitation	200	100	50
Dispositifs d'épuration des établissements recevant du public	600	400	50
Tarifs (€ TTC)	Existant	Vente	Contre visite
Dispositifs d'épuration à usage d'habitation de capacité inférieure à 20 eq/h	75	150	30
Dispositifs d'épuration à usage d'habitation de capacité supérieure à 20 eq/h	300	300	30
Dispositifs d'épuration des établissements à usage autre qu'habitation	150	150	30
Dispositifs d'épuration des établissements recevant du public	300	300	30

Tarifs approuvées par la délibération du Conseil Communautaire n°2013-012 du 14 Février 2013 et modifiées par la délibération n° CC 2014-116 du 26 juin 2014.

3.2 Recettes d'exploitation du service

(€)			2014
Budget annuel	Dépenses	Fonctionnement	120 237,01 €
		Investissement	12 384 €
	Recettes	Fonctionnement	127 097,50 €
		Investissement	183,13 €
<u>Résultats</u>		Fonctionnement	6 860, 49 €
		Investissement	- 12 650,87 €

Ce déficit en investissement correspond au remplacement d'un véhicule de service et a été comblé par l'excédent cumulé du service qui avait provisionné en conséquence.

4 Indicateurs de performance

4.1 Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif

L'indicateur mesure le niveau de conformité du parc des dispositifs d'assainissement non collectif en zone d'assainissement non collectif. Exprimé en pourcentage, il est égal au rapport entre le nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et validée par le service à la fin de l'année considérée et le nombre total d'installations contrôlées depuis la création du service.

Taux de conformité au sens de l'arrêté du 2 mai 2007 modifié.

ANC contrôlés conformes + installations ne présentant pas de dangers pour la santé ou de risques*

ANC contrôlés depuis la création du service

Taux de conformité = $\frac{2835 + 3085}{6277} = 0.94 = 94\%$

Ce haut taux de conformité s'explique d'une part par les critères pris en compte à ce calcul et d'autre part, par l'absence de zone à enjeux environnementaux sur le territoire*.

*Définition de l'arrêté du 27 Avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôles des installations d'assainissement non collectif.

5 Financement des investissements

5.1 Montants financiers des travaux réalisés pendant le dernier exercice budgétaire

Tout au long de l'année le service à assurer la continuité des contrôles suivants :

- A la conception dans le cadre des permis de construire ou des demandes de réhabilitation,
- A la réalisation lors de la construction des filières d'assainissements non collectifs,
- Lors des transactions immobilières (diagnostic de la filière existante),
- Diagnostics des filières existantes sur le territoire (sectorisation faite par commune et par quartier).

De plus, la version du logiciel métier à évoluer de manière à permettre un meilleur suivi des dossiers.

5.2 Présentation des projets à l'étude

- Mise en œuvre avec l'agence de l'eau d'un programme de réhabilitation subventionné, qui permettra d'octroyer des subventions pour les usagers éligibles dans le cadre de la réhabilitation d'une filière d'assainissement existante,
- Réflexion sur une stratégie permettant de contrôler l'intégralité du parc,
- Analyse pour la création d'une régie à autonomie financière,
- Dernière phase du développement de la cartographie du logiciel métier,
- En appui aux communes :
 - * Aide à la rédaction du Cahier des Clauses Techniques et Particulières pour la réalisation du schéma directeur et de son zonage pour la commune de Vidauban,
 - * Réactualisation du zonage d'assainissement de la commune de Montferret,
 - * Appui technique à la réalisation d'une station d'épuration pour le hameau de Sauveclare sur la commune de Flayosc.